MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

ONTARIO – FICHE PROVINCE

UNE PUBLICATION DES SERVICES ECONOMIQUES

AU CANADA

Avril 2021

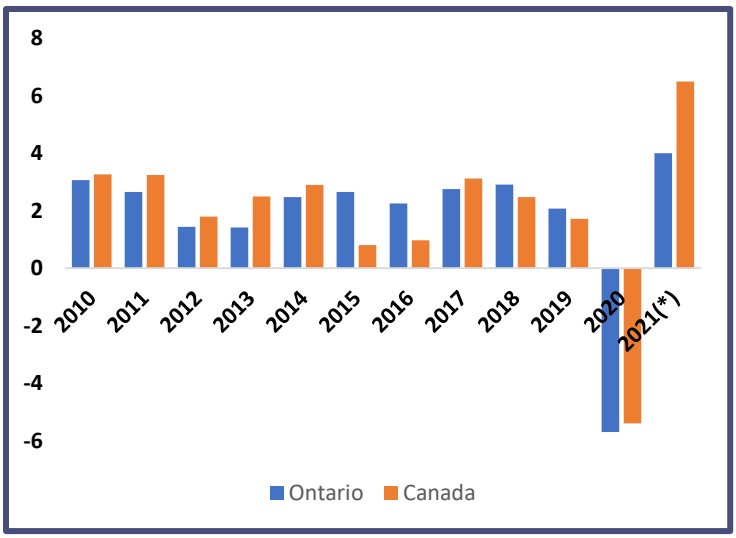
L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada. La province entretient des liens économiques forts avec les États-Unis qui sont de loin son premier partenaire commercial. L'économie ontarienne a été affectée par la pandémie de Covid-19 mais entrevoit des perspectives de reprise solides en 2021. L'Ontario a contribué pour environ 40% au PIB canadien en 2020 et son chômage se situe à 7,5% au mois de mars 2021. Au Canada, l'Ontario est le deuxième partenaire de la France, après le Québec, pour les échanges commerciaux.

Chiffres clés

- **Superficie** : 1 076 000 km²
- **Population** (2021): 14,8 M d'habitants (38,8% de la population du Canada)
- **Densité de population** : 14,65 hbts/km²
- **PIB en termes de revenus** (2020) : 849 Md CAD (39% PIB national)
- **Taux de chômage** (mars 2021) : 7,5 %
- **Solde budgétaire** (2020-2021) : -38,5 Md CAD (4,6% du PIB)
- **Dette nette** (2020/2021) : 400 Md CAD (47 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2020) : 187,1 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2020) : 388,7 Md CAD
- **Balance commerciale** (2020) : - 151,6 Md CAD

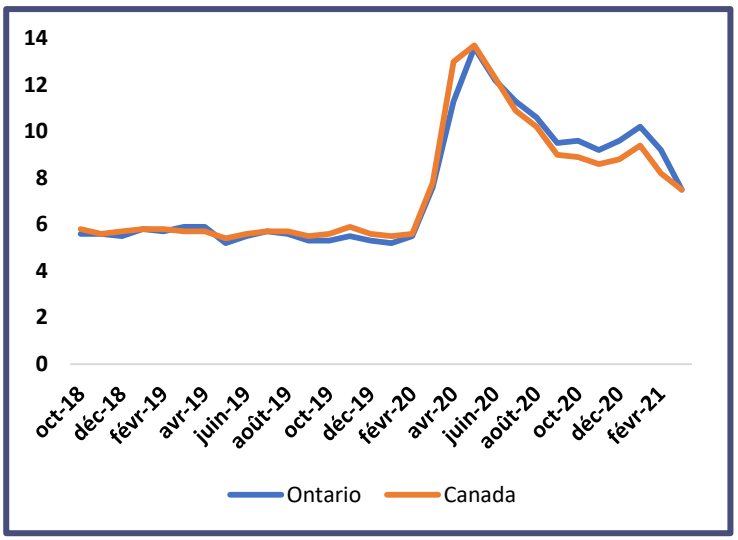
Principaux indicateurs macro-économiques

Taux de croissance du PIB réel (%)



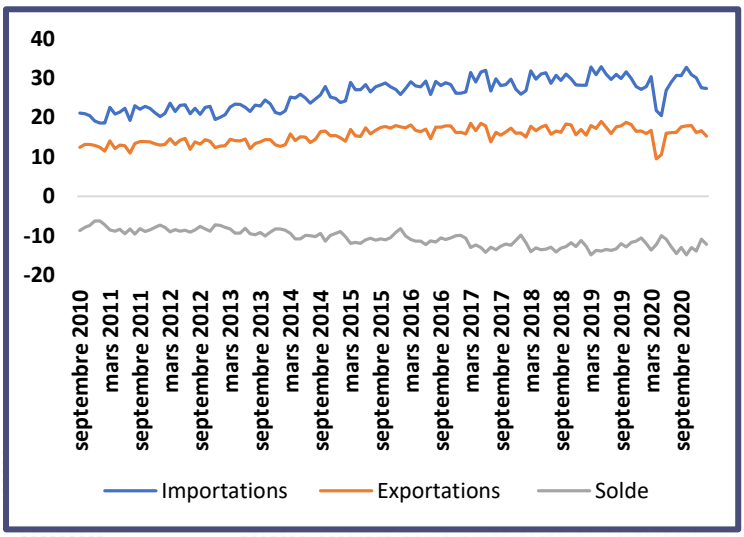
Source : StatCan

Taux de chômage (%)



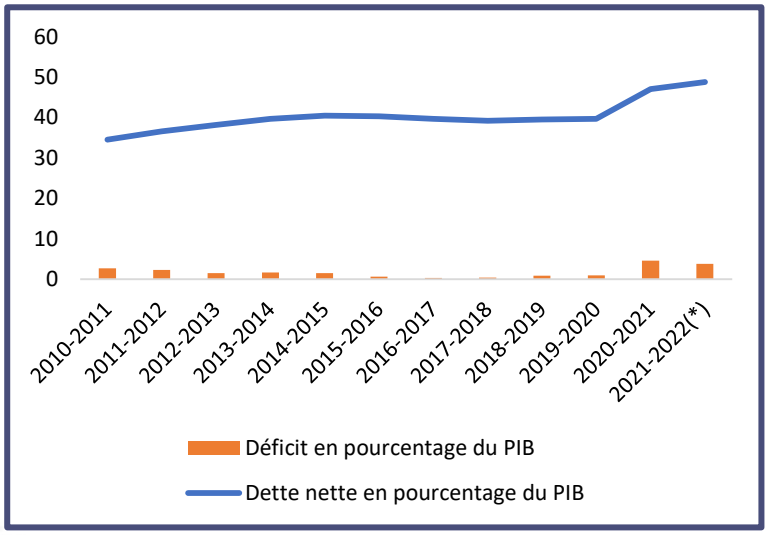
Source : StatCan

Commerce de biens (Md CAD)



Source : StatCan

Dette et déficit publics (% du PIB)



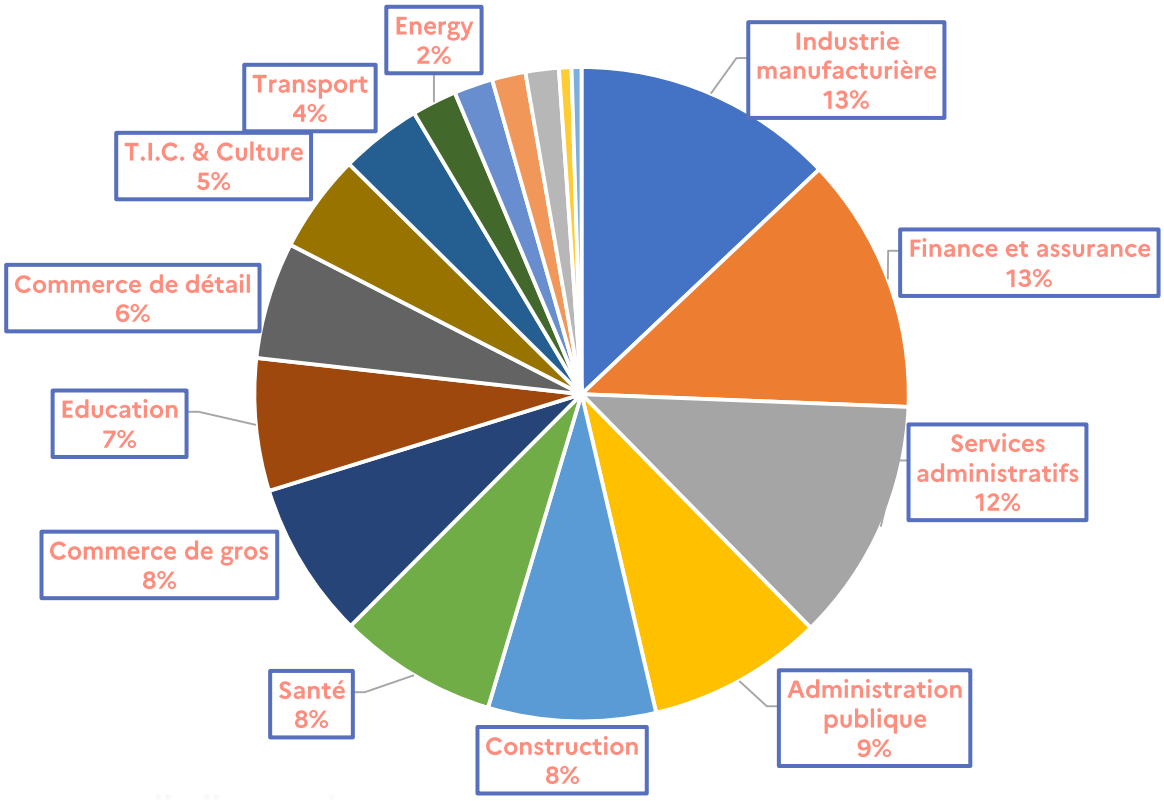
Source : StatCan

Présentation générale

L'Ontario, moteur économique et financier du Canada

L'Ontario est la province la plus peuplée du Canada (14,8 M d'habitants), représentant 38,8% de la population à l'échelle fédérale. Toronto est la plus grande agglomération avec 6,5 M d'habitants (*Greater Toronto Area* / Région du grand Toronto) en 2020 et la région métropolitaine ayant connu la plus forte croissance démographique d'Amérique du Nord devant Montréal en 2018-2019 (+127 575 habitants). Il est estimé que la population de Toronto atteindra 8 millions d'habitants d'ici 2030.

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada avec un PIB nominal de 849 Md CAD (568,5 Md €) en 2020 et un PIB par habitant d'environ 57 345 CAD en 2020. Les services dominent l'économie ontarienne ; en 2020, ils représentent 77,8% du PIB contre 77,2% en 2019. La ventilation du PIB de la province en 2020 est la suivante :



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, 2021

Toronto se place au 29ème rang des places financières mondiales en 2021 selon le *Global Financial Centres Index*. Elle abrite la Bourse de Toronto, dont la capitalisation boursière est la 10ème au monde en 2020 et la 1ère place mondiale pour le financement par actions du secteur minier. Les services financiers représentaient environ 10% du

PIB de l'Ontario en 2020. Toronto abrite les sièges de cinq des six plus grandes banques du Canada (TD Bank, ScotiaBank, RBC, CIBC, BMO).

Perspectives économiques

Après une année 2020 difficile, les perspectives de reprise se confirment pour 2021

La pandémie de Covid-19 a entraîné un fort ralentissement de l'activité économique au cours de l'année 2020, avec une récession estimée à 5,7% du PIB par le gouvernement ontarien. Les perspectives semblent toutefois s'améliorer pour l'année 2021, avec une croissance attendue de 4%, puis 4,3% en 2022.

Le taux de chômage en Ontario avait atteint un niveau historiquement bas de 5,6% en 2019, avec la création nette de 243 000 emplois. Toutefois, ce taux s'est envolé durant la pandémie de Covid-19. En effet, le taux de chômage de l'Ontario a doublé de février 2020 (5,5%) à août 2020 (10,6%), avec un pic en mai 2020 (13,6%, soit près de 1 million de personnes sans emploi) soit un niveau supérieur au pic de 9,4% enregistré au plus fort de la crise en 2009. Ce taux est ensuite resté relativement haut tout au long de l'année 2020 (environ 9%), avant de connaître une première baisse significative au printemps 2021 (7,5% en mars 2021), grâce à la reprise observée au début de l'année. Le gouvernement ontarien estime par ailleurs que l'emploi devrait croître de 4,2% au cours de l'année 2021.

Malgré une baisse des échanges au cours de l'année 2020 (baisse des échanges de marchandises de 8,5%), l'Ontario reste la province dont la contribution au commerce canadien reste la plus forte. En 2020, l'Ontario représentait ainsi près de la moitié du commerce canadien de marchandises (49%). L'Ontario est également un acteur majeur du commerce interprovincial, avec près de 145 Md CAD (97 Md €) d'exportations de biens et services vers les autres territoires et provinces canadiennes en 2019. L'Ontario représentait ainsi 35% du commerce interprovincial canadien de biens et services en 2019.

Les exportations de marchandises de l'Ontario vers le reste du monde ont connu une forte baisse en 2020, estimée à 10,5% en glissement annuel. Les exportations ontariennes sont dominées par l'industrie des transports (54,8 Md CAD/36,7 Md € en 2020, soit 29,3% des exportations totales), notamment grâce à l'industrie automobile (52,3 Md CAD/35 Md€), ainsi que par les métaux précieux et semi-précieux (26,1 Md CAD/17,5 Md€, environ 14% du total des exportations) et les machines et équipements (25,2 Md CAD/16,9 Md€, 13,5% du total). Les importations ont également été ralenties en 2020 (338,7 Md CAD/226,8 Md€, -7,4% en g.a.), dans une proportion toutefois moindre que les exportations. Ce déséquilibre a entraîné un creusement du déficit commercial (pour les marchandises) de la province, qui s'est établi à 151,5 Md CAD (101,1 Md€) en 2020, soit un déficit 7,5 fois plus important que celui enregistré pour le Canada.

L'Ontario est la province la plus proche commercialement des Etats-Unis ; 76,9% des exportations ontariennes sont dirigées vers les Etats-Unis, tandis que 52,2% des importations de l'Ontariennes proviennent du voisin américain. Il convient toutefois de mentionner la progression rapide de la Chine parmi les partenaires commerciaux de l'Ontario (et du Canada en général), puisque la Chine représente déjà 13,5% des importations de

l'Ontario en 2020 (contre 12,3% en 2019), malgré les récentes tensions commerciales et politiques entre la Chine et le Canada.

Finances publiques

Des finances publiques largement dégradées dans le contexte de la pandémie

L'éclosion de l'épidémie de Covid-19, au printemps 2020, a largement affecté les finances publiques de la province, qui souffrait déjà d'un fort taux d'endettement. Le gouvernement conservateur de Doug Ford, élu en 2018, s'était ainsi fixé comme objectif, avant la pandémie, le retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2023-2024. Toutefois, la masse de dépenses non-prévues engendrées par l'épidémie a entraîné une hausse substantielle des dépenses de la province au cours de l'année 2020. Cette hausse soudaine des dépenses publiques a pour conséquence l'apparition d'un déficit estimé à 38,5 Md CAD (25,9 Md€) pour l'exercice 2020/2021, soit 4,6 % du PIB. Ce déficit devrait se résorber légèrement au cours de l'exercice 2021/2022 pour s'établir à 33,1 Md CAD (3,8% du PIB, 22,3 Md€) sur l'exercice 2021/2022. Concernant la dette, le ratio de dette nette devrait s'élever à 47 % du PIB en 2020, avant d'atteinte 50,2 % en 2023-2024. L'objectif affiché du gouvernement est de maintenir ce ratio sous 50,5 % à moyen terme. La trajectoire à court-terme des finances publiques ontariennes a été détaillée dans le budget 2021/2022 de la province, publié en avril 2021 :

Tableau 3.1
Sommaire financier
(en milliards de dollars)

	Chiffres réels 2019-2020	Chiffres provisoires[1] 2020-2021	Perspectives à moyen terme 2021-2022	2022-2023	2023-2024
Revenus	**156,1**	**151,8**	**154,0**	**160,0**	**167,0**
Charges					
Programmes[2]	152,3	177,8	173,0	172,5	171,1
Intérêt sur la dette	12,5	12,5	13,1	13,7	14,6
Charges totales	**164,8**	**190,3**	**186,1**	**186,2**	**185,6**
Excédent/(Déficit) avant réserve	**(8,7)**	**(38,5)**	**(32,1)**	**(26,2)**	**(18,7)**
Réserve	–	–	1,0	1,5	1,5
Excédent/(Déficit)	**(8,7)**	**(38,5)**	**(33,1)**	**(27,7)**	**(20,2)**
Dette nette en pourcentage du PIB	39,6 %	47,1 %	48,8 %	49,6 %	50,2 %
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	25,3 %	31,1 %	33,0 %	33,9 %	34,4 %

[1] Les chiffres provisoires représentent les projections du budget de 2021 pour l'exercice 2020-2021.
[2] La ventilation du financement de durée limitée contre la COVID-19 est présentée dans le tableau 3.8.
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.
Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Depuis l'émergence de l'épidémie, la province de l'Ontario a engagé une série de mesures destinées à lutter contre l'impact sanitaire, social et économique de la Covid-19. L'ensemble de ces mesures représente désormais une enveloppe totale de 51 Md CAD (34,3 Md€, 6 % du PIB) investie sur quatre ans, et répartie en trois volets distincts : les mesures liées à la santé (16,3 Md CAD/11 Md€), les mesures destinées à soutenir l'économie (23,3 Md CAD/15,7

Md€) et les mesures destinées à garantir la liquidité des ménages et des entreprises (11,3 Md CAD/7,6 Md€), ce dernier volet consistant principalement en des mesures de trésorerie (reports d'impôts et de charges).

Aspects sectoriels

Industrie automobile

L'Ontario est la 2ème région productrice de voitures en Amérique du nord derrière le Michigan, avec près de 1,3 millions d'automobiles produites en 2020 (contre 1,9 M en 2019), 100 000 employés et des exportations de véhicules d'un montant de 52,3 Md CAD (85 % des véhicules et des pièces construits en Ontario sont exportés). La filière automobile ontarienne a toutefois connu de fortes difficultés au cours de l'année 2020, avec une baisse du nombre de véhicules produits d'environ un tiers et une baisse des exportations de 26% par rapport à 2019. En effet, la demande des consommateurs pour les véhicules s'est effondrée en mars/avril 2020 tandis que les mesures de confinement ont entraîné de fortes difficultés de logistique et de liquidités ainsi que des contraintes opérationnelles et sanitaires pour les constructeurs. Cette crise s'inscrit dans un contexte commercial marqué par l'entrée en vigueur de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique en juillet 2020, et par l'interdépendance des secteurs automobiles de ces pays.

La main-d'œuvre hautement qualifiée est cependant une source d'avantage compétitif pour la province (24 collèges et 11 universités de l'Ontario offrent des projets de recherche et des programmes de formation dans le domaine de l'automobile). L'Ontario accueille 12 usines d'assemblage de constructeurs américains et japonais (GM, Ford, Chrysler, Toyota et Honda principalement) et 700 fournisseurs de pièces et plus de 500 fabricants d'outils, de matrices et de moules. De surcroît, plus de 200 entreprises, dont GM, Ford, Google, Uber, Apple et BlackBerry QNX, travaillent au développement de technologies destinées aux véhicules connectés et autonomes en Ontario.

Finance

En 2020, les services financiers en Ontario comptent près de 365 000 emplois directs et représentent environ 10% du PIB provincial, ce qui en fait l'un des secteurs les plus importants de la province. La plupart des acteurs de ce secteur financier sont situés à Toronto, qui héberge notamment la Bourse de Toronto (TSX) ainsi que les 5 plus grandes banques du pays et les 3 principales sociétés d'assurance qui ont installé leur siège social à Toronto. La Bourse de Toronto est considérée comme la principale place boursière mondiale pour le secteur minier et énergétique. On estime par ailleurs que les services financiers représentent près de 20% du PIB de la capitale ontarienne. Le secteur financier est notamment alimenté par les 44 universités et 14 programmes de MBA, qui en 2019 évaluait le contingent annuel de diplômés en commerce à 44 000.

T.I.C.

L'Ontario est le deuxième plus grand pôle des technologies de l'information et des communications (TIC) en Amérique du Nord, après la Californie, avec plus de 320000 travailleurs et près de 24000 entreprises. Près de la

moitié de la main-d'œuvre du secteur des TIC canadien se trouve en Ontario, tandis qu'*InvestOntario* estime que 88 000 emplois supplémentaires seront créés en 2021 dans ce secteur. Par ailleurs, le secteur des TIC représentait en 2020 une contribution de 43,3 Md CAD (29 Md€) au PIB de la province.

Le secteur des TIC ontarien est orienté autour de 3 pôles principaux : Toronto, Waterloo et Ottawa. Toronto est le plus grand centre d'activités au Canada pour les communications, la culture et les médias et son marché technologique enregistre une croissance rapide. La région de Waterloo-Kitchener se distingue par son pôle technologique de pointe. L'Université de Waterloo est considérée comme l'un des meilleurs établissements d'enseignement et de recherche en science informatique et en mathématiques d'Amérique du Nord. Des leaders mondiaux du secteur des TIC, dont Google, Uber et Microsoft, sont présents en Ontario . L'Ontario dispose d'une infrastructure en R&D de haut-niveau, notamment grâce aux centres R&D construits par des entreprises historiques (BlackBerry), des entreprises à forte croissance (Shopify) et des entreprises étrangères (IBM, Ericsson). L'Ontario a aussi récemment été le berceau d'innovations numériques majeures comme le système d'information géographique, les thermostats intelligents et le film IMAX.

Sciences de la vie

L'Ontario accueille environ 1 900 entreprises des sciences de la vie qui emploient près de 60 000 personnes et génèrent plus de 38 Md CAD en revenus annuellement. L'Ontario se classe ainsi au sixième rang en Amérique du nord pour le nombre d'établissements en sciences de la vie et pour le nombre d'employés dans ces établissements. Le secteur pharmaceutique à lui seul compte pour 25 Md CAD de ces revenus et emploie environ 27 500 personnes, représentant environ 55% de l'emploi pharmaceutique au Canada. L'Ontario domine le secteur des sciences de la vie à travers les industries pharmaceutiques et de génériques, et la conception-développement de vaccins (campus « Connaught » de Sanofi Pasteur, qui emploie 1100 chercheurs). En effet, les 10 plus importantes sociétés pharmaceutiques au monde réalisent des essais cliniques en Ontario : Johnson & Johnson, Novartis, Roche, Pfizer, Sanofi, GlaxoSmithKline, Merck, Bayer Healthcare, AstraZeneca et Eli Lilly. Les entreprises ontariennes exportent environ 7,1 Md CAD, ou 73 % des produits pharmaceutiques canadiens, principalement aux États-Unis L'Ontario possède 24 hôpitaux de recherche qui emploient 18 000 chercheurs et qui investissent 1,4 Md CAD (938 M€) en R&D par an. La récente annonce de la construction d'une usine Sanofi à Toronto (investissement total de 1 Md CAD/670 M€, opérationnelle en 2026) confirme encore l'attractivité de la province dans le secteur de la santé.

Agriculture

L'Ontario possède plus de la moitié des terres agricoles de « haute qualité » (« classe 1 ») du Canada et s'appuie sur plus de 49 000 fermes et exploitations agricoles (recensement agricole 2016, le dernier en date), principalement réparties à l'Ouest et au Nord de la province. L'agriculture ontarienne générait par ailleurs 22,4% des revenus agricoles du Canada en 2019. La production de la province est diversifiée et comprend l'élevage de volailles, porcs, bovins laitiers et à viande, la fabrication de produits laitiers, la culture de soja, maïs, céréales, blé et orge, ainsi que de fruits, légumes et fleurs. Plus généralement, le secteur agricole de l'Ontario soutient environ 70 000 emplois et contribue à hauteur de 1,4% du PIB en 2020.

Secteur minier

En 2019, l'Ontario représentait environ 22% de la production minérale totale du Canada, une proportion équivalente à celle du Québec et légèrement supérieure à celle de la Colombie-Britannique, ces trois provinces étant les principales productrices de minéraux au Canada. Le secteur représente par ailleurs 72 000 emplois. L'Ontario se classe parmi les 10 principaux producteurs mondiaux de métaux du groupe des platineux, de nickel et de cobalt, et parmi les 20 principaux producteurs d'or, de cuivre, de zinc et d'argent. L'Ontario est le premier producteur d'or, de métaux du groupe platineux et de nickel au Canada, et le second de cuivre à l'échelle du pays.

Le dynamisme du secteur minier ontarien s'illustre également à travers la Bourse de Toronto (TSX). Environ 1 200 sociétés minières étaient cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de croissance TSX (TSX-V) en 2018, dont environ 47% des sociétés minières publiques mondiales. En 2020, la moitié des sociétés de l'indice TSX30 (30 sociétés les plus performantes de la Bourse TSX) étaient des sociétés minières. La Bourse de Toronto se classe par ailleurs au 1er rang mondial pour les nouvelles inscriptions dans le secteur minier. Le TSX estime que les sociétés minières ont réuni près de 44 Md CAD (29,5 Md€) au cours des cinq dernières années au sein des bourses TSX et TSX-V (bourse de croissance de Toronto), soit près de 37% des capitaux propres réunis à l'échelle mondiale.

Relation bilatérale

L'Ontario est la deuxième province la plus importante au Canada pour la France sur le plan commercial

En 2020, la valeur des biens de l'Ontario importés par la France s'est établie à 820,4 M CAD – 549,3 M€ (réacteurs d'avions, aéronefs et engins spatiaux, préparations pharmaceutiques, automobiles, appareils) soit 22% des exportations canadiennes vers la France (en 2ème position derrière le Québec, qui représente 37,4% des exportations canadiennes vers la France en 2020). Dans le même temps, la valeur des biens exportés par la France vers l'Ontario s'élève à 2,82 Md CAD - 1,83 Md€ composées principalement de médicaments, de réacteurs d'avions, de pièces détachées pour hélicoptères et engins spatiaux et de boissons et alcools et des automobiles. L'Ontario est la seconde destination des exportations françaises au Canada (35,2%) après le Québec.
La France était le 11ème partenaire commercial de l'Ontario à l'exportation (0,41% des exportations de la province), et le 13ème partenaire commercial à l'importation (0,78% des importations de la province en 2019.

Près de 280 implantations françaises en Ontario

On dénombre environ 280 implantations d'entreprises françaises en Ontario dont une centaine de sièges sociaux pour le Canada. Les entreprises et filiales françaises sont notamment présentes dans l'industrie (aéronautique, équipements automobiles, sidérurgie, semi-produits, transports urbains, environnement, énergie, biotechnologies, agroalimentaire), dans les services (services financiers, conseil, hôtellerie, services aux collectivités, systèmes

informatiques) et dans les biens de consommation. Plus de 125 restaurants français ou assimilés sont en activité à Toronto.

La présence française est particulièrement dynamique dans le secteur des transports urbains et ferroviaires, où plusieurs entreprises françaises ont récemment signé de grands contrats avec des collectivités et donneurs d'ordre publics (notamment Alstom, Thales et Keolis). Les appels d'offres dans le secteur des transports urbains et ferroviaires sont nombreux en Ontario et suivi de près par les grands groupes français. De nombreux projets de modernisation des infrastructures routières sont également suivis par les grands groupes BTP français, qui ont renforcé leur présence dans la région. Avec un mix électrique fondé à 60% sur l'énergie nucléaire , l'Ontario est un marché important pour les experts français de ce secteur (Valinox Nucléaire, Framatome). Les grands énergéticiens français (Engie, EDF) sont également présents et participent à différents projets lancés dans le cadre de la transition énergétique de l'Ontario. Enfin le dynamisme des TICs et de l'industrie pharmaceutique en Ontario constitue une opportunité pour les entreprises françaises de ces secteurs. Celles-ci ont renforcé leur présence ces dernières années, par voie de partenariats, d'acquisitions, ou d'investissements dans de nouvelles infrastructures.

Les principaux investissements et contrats remportés par les entreprises françaises

Sanofi a annoncé en mars 2021 l'ouverture dans les prochaines années d'un nouveau site de production situé à Toronto. Cette nouvelle usine représente un investissement total de 1 Md CAD (670 M€) dont la moitié devrait être prise en charge par l'entreprise française, tandis que le gouvernement fédéral et la ville de Toronto apporteront également un concours financier. Ce site de production sera dédié à la production de vaccins contre la grippe et devrait être opérationnel d'ici 2026.

Thales Alenia Space s'est récemment associée avec l'entreprise canadienne Telesat sur le projet LightSpeed qui vise à fournir un accès au réseau haut-débit aux populations des régions isolées par une technologie satellitaire (constellation de satellites à basse-orbite). Thales construira ainsi les 298 satellites prévus dans la constellation. Si le plan de financement de 5 Md CAD (3,4 Md €) reste encore à préciser, les signataires de l'accord envisagent un lancement des satellites dès 2023, avec une mise en service lors du second semestre de cette année-là.

Transdev a annoncé le 21 octobre 2019 que le consortium Mobilinx s'est vu attribuer un contrat d'une valeur d'environ 4,6 Md CAD (3,1 Md €) par Infrastructure Ontario et Metrolinx pour le projet de tramway Hurontario, dans la région de Toronto. La livraison est prévue pour l'automne 2024. L'équipe de Mobilinx sera en charge de la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la maintenance de ce système ferroviaire pour une période de 30 ans. Tout au long de la phase de construction et de mobilisation, Transdev accompagnera ses partenaires et les conseillera sur tous les aspects liés à l'opérabilité du système.

Eurovia, la filiale d'infrastructures de transport de Vinci, a remporté en avril 2019 un contrat pour la réalisation de l'extension de la ligne du tramway « O-Train » de la capitale canadienne d'Ottawa. En effet, la ville d'Ottawa a choisi le groupement East-West Connectors piloté par Kiewit (60%) et VINCI (40%) à travers ses filiales Eurovia,

VINCI Construction Grands Projets et Dodin Campenon Bernard. D'un montant de 1,7 Md d'euros, ce contrat vise à étendre de 27 kilomètres d'ici à 2025 la ligne allant de l'est à l'ouest de la ville.

Principales entreprises françaises implantées en Ontario

- **Aéronautique – Défense** : Airbus, Safran, Thalès, Dassault Systèmes, Naval Group
- **Banque – Assurance** : BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole, Allianz, SCOR, Coface
- **Construction** : Freyssinet (groupe Vinci), Lafarge, Colas (dont Miller McAsphalt), Eiffage, Indigo Infra S.A., Menard SNC
- **Energie :** Areva, EDF, Veolia, Total, Engie, Suez, Schneider Electric,
- **Agro-alimentaire** : Corby (Pernod Ricard), Groupe Bonduelle, Marbour (Dainty Foods), Yoplait, Royal Canin, Danone
- **Industrie pharmaceutique** : Sanofi, Servier, Novocol - Septodont, Vitalaire
- **T.I.C.** : Ubisoft, Axway, Ingenico, Orange Business Services, Atos, Capgemini
- **Transports** : Faurecia, Bolloré Logistics, Transdev
- **Industrie manufacturière** : Tractel, Nexans, Arkema, Air Liquide, Saint-Gobain (CertainTeed), Essilor, Massily, Arcelor, Atotech

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Auteur : Services Économiques au Canada, Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9, Canada – Bureau 1000-1501 Mc Gill College, Montréal, H3A 3M8, Canada
Rédigé par : Pierre-Antoine Chédaneau
Validé par : Xavier Bonnet
Sources : Gouvernement du Canada, Statistique Canada, Banque du Canada
Version du 26 mai 2021